



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 2 - DEC. 2020**

mettant en demeure la société EXETER FRANCE pour sa plateforme logistique,  
située au 3-5 rue de Dieppe à STRASBOURG, de respecter  
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement et notamment son article L 171-8 I ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n° 4510, 4511, 4741 ou 4745 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 portant autorisation des entrepôts par SIICINVEST S.A, rue de Dieppe à STRASBOURG ;
- VU le courrier du 20 décembre 2018 de la société EXETERIII déclarant la reprise de l'installation et le transfert de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter à son nom ;
- VU le rapport du 18 novembre 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à sa visite du 12 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que la visite du 12 novembre 2020 a mis en évidence les manquements suivants aux dispositions contrôlées :

- Article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 susvisé : Le plan d'intervention n'a pas été établi ;
- Article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 : aucune attestation n'a été présentée justifiant la formation du personnel aux moyens de lutte contre l'incendie. L'exercice périodique de défense contre l'incendie n'est pas réalisé ;
- Article 9.2.1 : Les canalisations de collecte des effluents ne font pas l'objet d'un examen approprié permettant de s'assurer de leur bon état.

CONSIDÉRANT les termes de l'article L 171-8 du code de l'environnement qui dispose qu' :  
*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société EXETERIII, dont les installations sont situées au 3-5 rue de Dieppe à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 16.3, 15.7 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 susvisé reprises ci-après en gras :

Article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 :

**« L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :**

- *l'organisation ;*
- *les services affectés ;*
- *le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement ;*
- *les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours ;*
- *les moyens de liaison avec l'autorité gestionnaire du trafic ferroviaire dans le Port Autonome de Strasbourg et les procédures à mettre en œuvre. »*

Article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 :

**« [...] Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les ans, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. [...] »**

Article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 :

**« [...] Les canalisations de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent aux actions physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. [...] »**

### Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 :**

La Secrétaire Générale par intérim de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

LA PRÉFÈTE,

Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale adjointe

Hélène MONTELLY

**Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – 67 070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.